

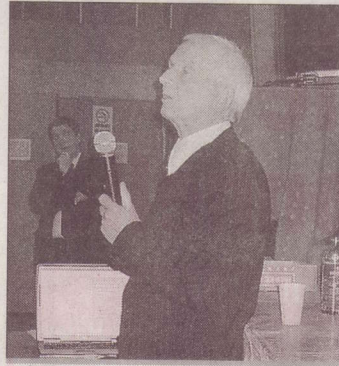
RÉUNION PUBLIQUE

Une association évoque le report de l'annonce et suscite l'espoir des opposants

L'intervention de Jacques Molinari était attendue, mais ils n'en espéraient pas tant. Devant un auditoire de plus de 300 personnes toutes acquiescentes à la défense du tracé des métropoles, le secrétaire du GIR (Groupe Interdisciplinaire de Réflexion) Maralpin a en effet annoncé hier soir à Meyreuil, sans crier gare, qu'on ne connaîtrait pas, comme convenu, la décision du ministère le 12 février prochain. Stupeur dans la salle, car si l'on savait que le co-fondateur de ce groupe de chercheurs indépendants était reçu mardi par Dominique Bussereau, le secrétaire d'État chargé des Transports, on ne se doutait pas que cette entrevue allait déboucher sur une telle déclaration. "Je ne peux pas vous dire les tenants et les aboutissants de notre discussion, a précisé Jacques Molinari, ce n'est pas de mon ressort ; mais je peux dire qu'il n'y aura pas de décision

prise le 12 février".

Le GIR est une des rares associations agréées par la Région Paca pour l'environnement. À ce titre, ses quelques 60 membres bénévoles, scientifiques, ingénieurs, économistes, se penchent aux chevets des grands projets d'aménagement du territoire, auscultent, analysent, étudient, puis produisent des "cahiers d'acteurs". Ainsi compilées, ces conclusions se veulent des outils de réflexion sur les meilleurs choix à faire, en toute impartialité, science oblige. En coulisses, élus et opposants à ce tracé nord espéraient bien que les arguments de Jacques Molinari seraient entendus par Dominique Bussereau. Le GIR, c'est un peu la voix de la raison. Toutes ses études poussent à adopter le tracé des métropoles, ce qui, pour une association des Alpes Maritimes, n'est pas rien. "Qu'on ne nous raconte pas de salades, s'emporte Molina-



► Selon Jacques Molinari, le choix du tracé ne sera pas annoncé le 12 février. / PHOTO S.C.

ri, un Paris-Nice à 3h30 est complètement irréaliste, il faut raisonner sur 4h00. Marseille, Toulon et Nice, à l'échelle européenne, ne formeront bientôt qu'une seule immense métropole. La Ligne à Grande Vitesse ne peut l'ignorer, et tant pis pour les niçois s'ils mettent un quart d'heure de plus pour se rendre à Paris !"

Dans la salle du maire de Meyreuil, le public se lève, et

applaudit. Le diaporama est étoffé, les arguments font mouche, les exemples italien et espagnol appuient encore l'idée qu'il faut absolument faire passer ce TGV par les grandes villes. Vignerons, élus, représentant de la chambre de commerce, des transports, de l'industrie écoutent buvant du petit lait. La science qui avance à leur côté, c'est une aubaine. Surtout quand elle est porteuse d'une bonne nouvelle fraîchement arrivée de Paris. "Qu'il n'y ait pas de décision prise le 12 février, commente André Guinde, vice-président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône, si ça s'avère vrai, ce serait une première victoire. Ça montrerait une chose, c'est que quand il y a une mobilisation d'élus de tous niveaux et toutes obédiences confondues, ça fait réfléchir, y compris un ministre..." Si ça s'avère vrai... ■

S.C.

La Provence
5-02-09